



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



AFFAIRES COURANTES ... P.2

TITRES-SERVICES P.4

**DOSSIER :
LA RÉVOLUTION
CHILIENNE P.16**

**ROYAUME-UNI :
DÉFAITE DU LABOUR P.6**

CORONAVIRUS P.5

Affaires courantes ou pas, unifions nos luttes !

« Les affaires courantes ? Oh, vous savez, on en a l'habitude en Belgique, c'est presque une tradition. [...] C'est un concept sur lequel on n'a pas légiféré. On peut donc, durant cette période, faire tout ce qui est nécessaire. »¹

En décembre 2018, l'entente MR - NV-A au gouvernement fédéral a trébuché sur une question de climat, c'est-à-dire sur la façon de préserver les bénéfices des patrons au détriment de l'environnement. C'était une semaine après la Marche pour le climat, où 65 000 personnes avaient défilé à Bruxelles. Et à partir du 10 janvier 2019, les *Jeudis climat* réunissent ensuite semaine après semaine des milliers de jeunes dans la rue.

Le gouvernement en affaires courantes n'a effectivement jamais cessé de faire « tout ce qui est nécessaire » pour essayer de préserver les intérêts des patrons. Et le 13 février 2019 déjà, les travailleurs répondent avec une grève générale.

Sous le gouvernement Di Rupo, plus de 4 milliards d'euros avaient été « économisés » dans l'assurance-maladie. Sous celui de Michel, le montant a presque doublé.² Et « l'attractivité » de la Belgique en termes d'investissements était au comble pour 2019, avec la prévision d'une réduction de l'imposition fiscale de 34 % à 25 %.³ Un déficit à charger sur les épaules des travailleurs.

Les blouses blanches répondent par la lutte.

Le 7 mai 2019, 9000 travailleurs du non-marchand battent le pavé à Bruxelles, dénonçant le sous-financement, les conditions de travail insupportables et la pénurie de personnel. Le lendemain, le personnel de l'hôpital Brugman n'en peut plus et entre en grève. Une semaine après les élections du 26 mai, l'ensemble du personnel du réseau Iris débraye et la CNE dénonce le fait « que les accords non-marchands, conclus entre les employeurs, le gouvernement et les syndicats il y a plus d'un an, n'ont toujours pas été traduits sur le terrain sur de nombreux points ». À partir du mardi 4 juin 2019, les Blouses Blanches, inspirées par les *Jeudis climat* des jeunes, entament des actions hebdomadaires avec les « *Mardis des bouses blanches* ». Le 13 septembre, une *Assemblée Générale de la Santé en Lutte* délibère pour organiser la protestation. Et le 24 octobre, c'est grève nationale des Blouses Blanches.

Quelques semaines après est créé un « fonds blouses blanches » de 400 millions annuels. En novembre, après 5 jours de grève, le personnel de l'hôpital Brugman obtient quelques promesses de revalorisation des barèmes. Mais en janvier 2020, les patrons exigent « des compensations » pour les 400 millions, et un accord ne parvient toujours pas à être signé.

D'autres secteurs de notre classe les rejoignent

En juillet et août 2019, les conducteurs et accompagnateurs de train du Syndicat indépendant pour cheminots (SIC) de la SNCB débrayent plusieurs fois, dénonçant le manque de personnel d'accompagnement et la difficulté pour cette catégorie de personnel de prendre des congés. « On

ne compte plus les annulations de congés pour des accompagnateurs la veille ou l'avant-veille. » Et finalement, le 19 décembre, l'ensemble des travailleurs de la SNCB font grève.

D'autres secteurs se mobilisent également. En mars 2019, les travailleuses de la Fédération d'Aide et Soins à Domicile (ASD) de Bruxelles débrayent. Et en ce même mois, les pompiers de Wavre n'en peuvent plus : « Avant nous allions éteindre un feu avec 8 pompiers et avec 3 camions. Aujourd'hui nous viendrons à 6 avec un seul camion. » Et ils décident de débrayer⁴. Le 17 juin 250 sapeurs circulent dans les rues de Bruxelles avec leurs autotompes, en colère contre la suppression d'allocations.⁵ Les coursiers de Deliveroo avaient déjà fait grève à Bruxelles et à Liège en janvier 2018, et le 18 juin 2019, ceux de Gand mettent le système à plat. En décembre 2019, chez De Lijn, une grève de 10 jours contre l'austérité a été lancée depuis le Brabant flamand pour ensuite s'étendre au reste de la Flandre.

Le 12 décembre, c'est la grève des gardiens de prison : « Le gouvernement a réduit le personnel de 10%, il a réduit les budgets de fonctionnement de 10%, » alors que l'Etat belge avait été condamné pour la surpopulation dans les prisons bruxelloises en janvier 2019.⁶ Et le mercredi 22 janvier 2020, les agents de la prison centrale de Louvain débrayent pour 24 heures, dénonçant l'attaque au droit de grève avec le régime de « service minimum » imposé, alors que le problème est précisément que le service est « minimum » toute l'année par manque de personnel. Les agents de la prison de St Gilles les suivent le lendemain et le dimanche après. Et dorénavant, eux aussi ont leur jour de grève chaque semaine, le vendredi.

Et une première : la lutte des aides-ménagères.

Depuis 2001 existe un système de « titres-services » moyennant des subventions de l'Etat, pour légaliser les « services et emplois de proximité »,⁷ auparavant réalisés souvent en noir. Et en 2004, les patrons organisés dans *Federgon* se sont emparés de cette juteuse manne de subventions pour « professionnaliser le système, en assurer la continuité et préserver sa rentabilité ».⁸ Ces « services de proximité » (aide au ménage, repassage) sont réalisés à 98 % par des femmes. Et le 28 novembre 2019, un bon milliers d'aides ménagères répondent à l'appel de la FGTB et la CSC pour une manif à la gare du Nord. L'objectif est clair : application, pour le secteur, du maximum de hausse salariale de 11 %, « autorisé » par les AIP 2019-2020. La lutte continue tout le mois de décembre, suivi le mercredi 8 janvier 2020 par un mouvement de grève inédit, et finalement, une petite victoire : une augmentation en bonne et due forme de 0,8 %, au lieu d'un éco-cheque d'une valeur « d'un pain par mois » proposé initialement par les patrons.



Sindicaatje, slaapt gij nog?⁹

Le sommet syndical discute, promet des actions, et ne prend aucune initiative pour unifier toutes ces luttes dans un grand mouvement de notre classe, organisé dans les lieux de travail, les assemblées, une grève générale. Et finalement, sur fond de disputes entre les trois formations politiques traditionnelles pour ficeler un gouvernement, la FGTB décide d'inviter ses militants à une marche le long du parcours habituel pour

le 28 janvier, alors que la CSC et la CGSLB « préfèrent agir autrement ». Et le lendemain, la discussion est de savoir si la participation était de 10.000 (la police) ou de 20.000 (la FGTB).

Nos gens d'abord ?

Entre-temps, il y a la valse des informateurs, formateurs et autres missionnaires au palais royal, et le marchandage entre les partis de la bourgeoisie. Met-on « le communautaire » au frigo ? Pas de problème, si ça peut faire avancer les choses. Le PS wallon avec la N-VA flamande ? Ben, on discute, et voyons ce que ça rapporte en nombre de voix pour d'éventuelles élections anticipées.

Mais sur un point, il y a un accord entre tous : « Nos gens d'abord ». Oui, c'est le slogan du Vlaams Belang, et quand Jan Jambon parle des migrants qui s'achètent une maison avec les contributions de la sécu, c'est « ahurissant ». Mais tous sont d'accord qu'il faut faire une sélection parmi les travailleurs entre ceux qui peuvent vivre légalement en Belgique, avec « nos gens », et ceux qui sont destinés à travailler dans l'illégalité, source de main d'œuvre à bas prix, et qui n'a pas coûté un euro de formation au contribuable belge, depuis la naissance jusqu'à l'âge de pouvoir travailler.

Notre « nécessité »

Gouverne qui gouverne, en affaires courantes ou en bonne et due forme, nous ne pouvons pas avoir la moindre confiance en ce gouvernement et en son parlement au service des patrons. C'est le système même, fait pour « assurer la survie des entreprises » comme dit la FEB, et « en optimiser les bénéfices », qui nous fait perdre jour après jour nos acquis. La lutte doit continuer, et surtout, les différentes initiatives doivent s'unir, dans une grande mobilisation

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

de tout le pays, et solidaire avec les luttes au-delà de nos frontières. La mobilisation du 28 janvier devait nous unir davantage, et beaucoup de camarades y ont participé, à juste titre, avec cet espoir. Mais il est tout aussi évident qu'une promenade d'un jour ne suffit pas. Contre une attaque globale envers nos droits, nous devons exiger de nos directions syndicales un plan de lutte global, à discuter dans des assemblées sur les lieux de travail. Voilà une « nécessité », la nôtre. Un premier pas pour construire notre organisation d'en bas, en vu de la seule issue possible : que les travailleurs organisés prennent en main les rennes de l'Etat, pour pouvoir alors construire une autre société, socialiste, centrée sur les besoins des gens.

Aucune confiance dans le gouvernement des patrons.

Unifier les luttes, chez nous et au-delà des frontières.

Non à la xénophobie. Frontières ouvertes.

Native ou étrangère, la même classe ouvrière !

¹ C'est ce que disait Yves Leterme quand il était depuis neuf mois déjà en charge des affaires courantes après la chute de son gouvernement en avril 2010. (*Le Soir* 13.01.2011).

² Service national d'études des mutualités socialistes, décembre 2017

³ *Le Soir* 5 juin 2019

⁴ *La Libre*, 2.3.2019

⁵ *RTBF*, 17.6.2019

⁶ *RTBF*, 12.12.2019

⁷ http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2001/08/11_2.pdf#Page1

⁸ <https://federgon.be/fr/la-federation/titres-services/>

⁹ C'est ce que chantaient déjà les mineurs italiens lors des grèves de Zwartberg en 1966, sur le ton de *Frère Jacques... dormez-vous ?*

Titres-services

Une première : la lutte obstinée des aides-ménagères

Le secteur des titres-services a été créé en 2001. Il emploie aujourd'hui environ 150 000 personnes, qui rendent des "services de proximité" (aide au ménage, repassage, etc.) à plus d'un million de "clients".

De ces 150.000 personnes, 98 % sont des femmes, 24 % ne sont pas nées en Belgique, 30 % ont 50 ans ou plus, et 46 % n'ont pas terminé leurs études secondaires¹. On y trouve beaucoup de travailleuses de l'Europe de l'Est, de l'Afrique (du Nord et Subsaharienne), de l'Amérique (Centrale et du Sud).

Le système a donné lieu à la création d'emplois, chassant en partie le travail non déclaré. Mais à quel prix ?

Le département d'économie appliquée de l'ULB y a consacré une étude. Le résultat est inquiétant. Ce type de travail affecte négativement la santé des aides-ménagères, qui courent le risque de souffrir des maladies musculo-squelettiques (mal au dos, arthrose, etc.) Le risque d'être en incapacité de travail est 85 % plus élevé que chez d'autres travailleuses, et le risque de tomber en invalidité s'élève à presque trois fois (260 %), dans les cinq années qui suivent l'entrée dans le système.

Mais ce travail n'est pas inclus dans les "métiers pénibles"².

Le 28 novembre 2019, un millier d'aides-ménagères se sont mobilisées à Bruxelles, la première action nationale du secteur. Un chiffre bas si on le compare avec les 150 000 qui travaillent dans le secteur. La plupart des ouvrières n'ont pas été informées de la manifestation et n'ont pas non plus été organisées par les syndicats. Nous aurions bien aimé être organisées, faire des assemblées et pouvoir prendre nos propres décisions. Il s'agit de *notre* lutte, *notre* pain quotidien, *notre* santé et de *notre* futur.

L'accord interprofessionnel 2019-2020 prévoyait une marge d'augmentation salariale de 1,1 %, mais pour les grands patrons qui se sont emparés du système en 2004 et y font de plantureux bénéfices, c'était « impossible ». Nous avons des salaires très bas et la plupart d'entre nous travaillent à temps partiel, car c'est pratiquement impossible de travailler à temps plein à cause de la lourdeur et la pénibilité du travail. Et ça a des conséquences négatives concernant le chômage et la pen-

sion. Ce n'est pas un système de vie, mais de survie³.

Le 3 février 2020, après des mois de luttes, avec des négociations sans participation des travailleuses, les directions syndicales et les employeurs sont arrivés à un projet d'accord social : une augmentation du salaire brut de 0,8 % rétroactif au 1er janvier 2020 ; un chèque cadeau de 20 € ; une prime de 10 % pour les heures de repassage à domicile ; congé pour aidants-soignants de proches ; primes incitatives au congé parental ; et une charte contre les comportements inappropriés.

C'est une victoire, insuffisante mais importante, de cette première vague de mobilisations, car elle constitue un exemple et un précédent pour mener la bataille dans tous les lieux de travail. Nous méritons cette augmentation et nous exigeons plus du respect pour notre travail ; plus de formation pour la manipulation des produits de nettoyage qui sont nocifs pour notre santé ; être payées pour les heures de déplacement d'un client à un autre ; sans oublier une chose très importante qui est **l'organisation des ouvrières au sein d'un syndicat combatif où règne la démocratie ouvrière.**

¹ Etude de 2018 d'IDEA-Consult

² <https://www.rtb.be/info/7.2.2020>

³ Une femme travaillant dans ce système gagne en moyenne 5000 € de moins que celles dans d'autres emplois.



Le coronavirus : à qui la faute ?

Un commentaire du Partito di Alternativa Comunista (PdAC), la section italienne de la LIT-QI
24 février 2020

Le coronavirus est un virus né dans des environnements pauvres, apparemment sur les marchés de produits de qualité inférieure de la région de Wuhan. La Chine, une dictature capitaliste impitoyable (en dépit de revendiquer le communisme, mais seulement de nom), laisse les masses populaires dans la misère la plus crasse, forcées de survivre et de se nourrir dans des environnements insalubres, où la propagation de virus et de maladies contagieuses est très facile.

Tout en défendant les intérêts des multinationales chinoises à l'étranger et ceux des étrangers présents sur le territoire chinois, le soi-disant Parti Communiste chinois (héritier des méthodes de la bureaucratie mao-stalinienne) a empêché - avec des intimidations et avec la répression - une réponse rapide et efficace à la contagion : il a préféré cacher le problème, espérant qu'il resterait confiné aux populations locales pauvres, afin de ne pas nuire à l'image de la caste au pouvoir.

Dans le reste du monde, après les premières alarmes, peu de gens

se sont occupés d'un virus qui semblait destiné à ne massacrer que les très pauvres habitants des régions arriérées de la Chine, comme ce fut le cas auparavant avec l'Ebola en Afrique. Mais lorsque la contagion a commencé à se propager aux pays plus riches, l'attention des médias a explosé, tout à coup prêts à alimenter le marché de la peur.

En Italie, en ce moment, les cas de contagion - et de décès - augmentent. Ces événements tragiques sont le reflet d'un problème que nous avons toujours dénoncé, et qui émerge de façon dramatique dans des situations comme celles-ci : un système social et politique qui massacre la santé publique, qui laisse mourir la recherche scientifique, privant ainsi la collectivité et les masses populaires de la possibilité de se défendre contre une urgence comme celle-ci, un système qui ne peut offrir aucun avenir aux nouvelles générations (et encore moins aux anciennes).

Les gouvernements bourgeois, nationaux et locaux, si zélés quand il s'agit de résoudre les problèmes comptables des banquiers et des industriels, injectant des milliards de fonds publics, démontrent en ce moment toute leur soumission au dieu du profit : ils proclament la fermeture des activités productives seulement dans quelques communes, alors qu'ils sont bien conscients de la rapidité de la propagation du virus. Dans la plupart des zones à risque de contagion, seuls les écoles, les théâtres et les églises sont fermés, tandis que les usines restent ouvertes afin de ne pas toucher aux revenus des capitalistes. Dans le capitalisme, les profits comptent plus que la santé

de millions de vies humaines : ces événements le démontrent une fois de plus.

Ce n'est pas notre intention de jouer les Cassandra¹ ou d'en rester au « nous l'avions dit ». Nous sommes des prolétaires, et nos vies et celle de nos proches sont également en danger. (Nous savons bien que les riches ont des ressources que nous n'avons pas, pour échapper à contagion et pour se faire soigner dans une luxueuse clinique privée.) Cependant, il faut se rappeler que les maladies virales sont, oui, des phénomènes biologiques naturels, mais leur propagation et les conséquences de celle-ci ne sont pas des phénomènes purement « naturels », elles sont toujours le produit de l'action humaine et de l'organisation de la société : les souffrances les plus grandes retombent sur les classes opprimées. C'est pourquoi nous exprimons avant tout notre solidarité avec les travailleurs de la santé et des transports qui, de nos jours, sont plus à risque que les autres (et qui, dans de nombreux cas, n'ont même pas reçu les moyens de protection nécessaires contre la contagion, comme l'ont rapporté certains syndicats) ; et nous réitérons la nécessité de détruire ce système économique pourri, qui entraîne l'humanité vers la catastrophe. En ce moment également, il convient de rappeler une nécessité urgente : la construction de cette direction révolutionnaire qui, seule, peut sauver la planète et l'humanité de la dévastation.

¹ Une déesse de la mythologie grecque qui faisait des prédictions de mauvais augure. [NdT]

Pourquoi le Labour a-t-il perdu ? Et quoi ensuite pour la classe ouvrière ?

Le 12 décembre 2019, des élections législatives anticipées ont eu lieu au Royaume Uni (RU), dans une ambiance dominée par le Brexit, la sortie de ce pays de l'Union européenne après 47 ans d'adhésion, une sortie décidée à 51,9 % par le référendum du 23 juin 2016 et devenue effective le 31 janvier 2020.

Au RU, deux partis s'alternent au pouvoir depuis la deuxième Guerre mondiale : le Parti Travailleur (« Labour ») et le Parti Conservateur (Conservatory ou « Tory »). En 2010, après 13 ans de gouvernement Labour de Tony Blair, les Tories ont pris la relève, alors que le Labour continuait quinze ans de déclin. En 2017 toutefois, après le référendum, le Labour, dirigé par Jeremy Corbyn depuis 2015, a fait une remontée spectaculaire. Mais les Tories sont restés au gouvernement, en coalition avec un petit parti de l'Irlande du Nord. Et en 2019, encouragés par la victoire du Brexit, ils ont dissout le parlement et appelé à des élections anticipées, dans l'espoir d'être à nouveau seuls maîtres du jeu, sous la houlette de Boris Johnson, et de mettre le Brexit à exécution. Leur victoire a dépassé les attentes, avec 365 députés (43,6%) contre 203 du Labour (32,32%).

Nous présentons ici quelques extraits d'une déclaration, datée du 24 décembre, de la *International Socialist League* (ISL), la section britannique de la *Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale*. Le texte complet est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be.

Les résultats des élections révèlent à quel point est profonde la colère contre le Labour. Corbyn était très impopulaire dans de nombreuses zones de la classe ouvrière, car il battait le record des trahisons de longues années d'austérité laboriste.

Le Labour a perdu parce que l'écrasante majorité de la classe ouvrière dans les bastions laboristes avait voté pour le Brexit. Et le 12 décembre 2019, ils ont voté pour le seul parti en conditions de sortir la Grande-Bretagne de l'UE.

Les travailleurs se sont sentis de plus en plus abandonnés depuis l'époque de Thatcher. Fermeture de puits dans les années 80 et 90 ; privatisations et partenariats public-privé (PFI) dans les secteurs des soins de santé et de l'éducation par le Labour de Blair ; l'invasion de l'Irak ; la montée du travail précaire ; les familles qui doivent choisir entre nourrir leurs enfants ou chauffer leur maison ; l'âge de la retraite à 67 ans ;

l'austérité des Tories mise en œuvre par le Labour et la pauvreté endémique qui en est l'héritage. Tout cela a conduit à la rupture avec le Labour, qui n'a jamais construit une lutte de masses dans la rue contre la politique des Tories.

Les dirigeants corbynistes ont donc agi pour défendre l'appareil bureaucratique du Labour. Leur mot d'ordre est devenu « *dites ce que vous pensez être gagnant, pas ce que vous pensez être juste* » ! Mais sans lutte de masses, rien ne changera.

Lorsque Jeremy Corbyn a été élu, des millions de travailleurs ont estimé qu'il y avait une nouvelle possibilité d'en finir avec le soutien de Blair au néolibéralisme. Les paroles de Corbyn étaient différentes, et de nombreux jeunes syndicalistes et militants de quartier étaient d'accord, mais la pratique ne correspondait pas aux mots.

En suggérant qu'un gouvernement travailliste pourrait mettre en œuvre les promesses de son

manifeste sans défier les banques, les multinationales et les institutions financières, et sans lutte de masses, Corbyn a permis à Johnson d'apparaître plus crédible concernant le Brexit. Les promesses électorales du manifeste de Corbyn ne pouvaient être crédibles que si elles étaient liées à la défense d'un Brexit socialiste. Ce qui signifierait également une augmentation concrète et permanente de la solidarité et de la lutte commune avec les travailleurs européens.

Le Labour : de l'anti-austérité en paroles seulement

Le 29 octobre 2019, l'ISL a écrit que Corbyn « *n'essaie pas d'unir les travailleurs dans la lutte de masses dans la rue. En fait, avec sa politique, le Labour ne gagnera même pas les prochaines élections.* » Nous n'avons jamais pensé que Corbyn gagnerait, mais l'ampleur de la majorité obtenue par Johnson montre que la

fièvre de classe contre l'austérité augmente.

Cependant, les luttes locales ne commenceront pas sous la direction du Labour ou du TUC. Corbyn a toujours affirmé être contre l'austérité, mais il a donné des instructions aux Conseils dans le sens de faire des coupes lors de l'établissement du budget. Dans la pratique, le Labour a expulsé tout conseiller qui votait contre les coupes, comme les quatre qui l'ont fait, il y a quatre ans, et qui furent les derniers à voter en ce sens. Depuis lors, tous les conseillers corbynistes ont voté pour mettre en œuvre l'austérité tory. Et la grande majorité de la gauche a imposé l'autocensure et n'a fait que l'éloge de Corbyn.

Le Parti Socialiste (SP- section de la CIO au RU) appelle toujours à l'impossible tâche de transformer le Labour, tout en critiquant désormais Corbyn. Ils oublient qu'ils ont dit que la « révolution Corbyn » pourrait ouvrir une voie ouvrière et socialiste. Et même maintenant, ils appellent encore le Labour à devenir un parti ouvrier, dans lequel ils seraient évidemment admis.

Les candidats travaillistes ont pris la parole lors des rassemblements de grève en décembre, mais c'était plus pour gagner des votes que pour construire le mouvement de masses. Un appel général à une lutte de masses pour mettre fin à l'austérité n'a jamais été lancé lors des élections par le Labor ou par la direction des syndicats du TUC. Mais des grèves nationales et locales ont eu lieu.

La grande majorité des corbynistes ont arrêté leurs luttes contre l'austérité lorsque Corbyn a été élu, et tous les conseillers corbynistes ont continué de voter pour des coupes. Ils ont continué avec des Partenariats public-privé (PFI) et

ils ont rendu hommage à Corbyn à travers leur chant *Oh Jeremy Corbyn*.

Le Labour n'est pas un parti socialiste

Au cours des 40 dernières années, chaque attaque a également donné lieu à de nouvelles possibilités d'organiser la classe, mais en général, cela n'a jamais été fait ou a été abandonné. Quand les luttes avançaient et commençaient à être gagnées, ce fut précisément le moment où les bureaucraties et leurs amis abandonnaient la bataille. Et parfois ils ne s'engageaient même pas dans la lutte. Ce fut le cas dans la lutte contre le Poll tax, menée par The Militant (maintenant le Parti Socialiste) qui a dissout le mouvement juste après la manifestation massive de Londres ; ou encore lorsque la majorité des syndicats ont manqué de se mobiliser contre l'invasion de l'Irak. La plupart des groupes anti-austérité et anti-coupes qui sont apparus de 2012 à 2015 se sont effondrés parce que lutter contre l'austérité signifiait, dans la pratique, combattre Corbyn et ses partisans.

Le soutien de Corbyn pour un grand *Labour d'Ouverture* signifiait l'acceptation de positions telles que le Remain (contre la sortie de l'UE), l'austérité imposée aux Conseils, la capitulation au sionisme et le refus d'appeler à une lutte de masses dans la rue, tout en soutenant le programme nucléaire Trident, les armes nucléaires et l'OTAN.

Concernant les promesses de fermer les centres de détention, dans lesquelles deux centres seraient fermés, Labour Lefts, prenant la parole dans des réunions avec des travailleurs immigrés et des demandeurs d'asile, déclarait que le Labour allait fermer tous les centres de détention. Mais cela signifiait en fait que huit centres resteraient ouverts.

Et maintenant... ?

Il y aura certainement une première période de confusion, avec les Tories à l'offensive, et en même temps certaines attentes d'amélioration de la situation dans les secteurs des travailleurs qui ont voté Tory. Mais le gouvernement Tory va approfondir sa guerre sociale contre les travailleurs, les jeunes et les opprimés.

Le gouvernement tory de Boris Johnson a annoncé qu'il prévoyait d'introduire des niveaux de service minimum dans le secteur des transports lors d'une action sociale, ce qui rendrait illégales les grèves totales et favoriserait les sociétés ferroviaires privées. Les syndicats de base et les communautés de la classe ouvrière doivent donc soutenir l'opposition du syndicat RMT et exiger que tous les syndicats prennent des mesures contre ces lois, y compris une grève, et qu'ils organisent une grève générale avec tous les syndicats pour mettre fin à cette attaque !

Le recul du Labour concernant le sionisme a donné à Johnson une plus grande opportunité d'attaquer. Pendant l'élection, il a menacé de proscrire au RU tout organisme public (y compris les autorités locales) qui organiserait un soutien

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal *En Lutte* est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE83 6528 5492 2215 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à lct.cwb@gmail.com

à la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) contre Israël. La lutte de solidarité palestinienne au RU doit construire une véritable lutte pour empêcher Johnson de mettre en œuvre la menace.

Il faut construire une solidarité internationale avec les grévistes français et avec la lutte de masses des situations révolutionnaires dans le monde, du Chili à Hong Kong.

Le 16 décembre, United Voice of the World a annoncé une victoire en matière de sous-traitance à l'hôpital St Mary de Londres - seulement obtenue par des grèves répétées. Cela montre qu'une lutte immédiate est à la fois possible, nécessaire et éventuellement victorieuse.

Quoi qu'il arrive, la méfiance à l'égard du Labour se poursuivra à cause des trahisons du Labour et du TUC depuis l'époque de Thatcher, et les approches sectorielles et bureaucratiques des dirigeants syndicaux. Aujourd'hui, certains Corbynistes accusent même la classe ouvrière, plutôt que la direction réformiste de gauche, de la défaite électorale.

Des luttes syndicales sont prévues pour janvier et elles doivent être largement soutenues par les militants de base. Il peut, et il doit y avoir une augmentation de l'action organisée contre l'austérité, les privatisations et le travail précaire.

Il a été démontré que la possibilité d'une solution réformiste est morte. Seule une lutte de masses de la classe ouvrière dans la rue, contre les emplois précaires, reliant les syndicats aux communautés et à

ceux qui luttent contre l'oppression, pourrait réussir, tandis que toute victoire aux Conseils ou au Parlement doit être utilisée pour renforcer ces luttes.

Au cours de cette élection, Corbyn n'a jamais mentionné le soutien à la classe ouvrière française (ou à toute autre lutte ouvrière internationale). Nous devons briser ce moule. L'internationalisme signifie une solidarité active, pas quelque chose pour en faire un discours de jour férié.

Même les meilleurs parlementaires travaillistes subordonnent toute lutte de classes au Parlement. Pour eux, y compris pour Corbyn, le socialisme viendra en réformant le capitalisme étape par étape.

L'ISL se battra dans toutes sortes d'alliances et de comités de travailleurs, elle le fera de manière amicale avec d'autres groupes de gauche qui veulent vraiment construire des alliances ouvrières dans la lutte contre le gouvernement, les patrons, les Conseils ou contre toute personne qui opprime la classe ouvrière. Mais toute alliance doit être extrêmement combative, et hostile à ceux qui entravent le développement de l'indépendance de la classe ouvrière.

Après la défaite retentissante du Labour et l'incapacité organique de Corbyn et de la gauche du Labour de présenter une véritable alternative au brutal déclin capitaliste, les travailleurs conscients, les jeunes opprimés et combattifs doivent envisager de construire un parti révolutionnaire. L'ISL est un instrument pour construire ce parti. Nous sommes un

parti internationaliste, membre de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Au cours de cette période, les travailleurs viendront sur le devant de la scène. Nous disons à tous ceux qui se basent sur la lutte des travailleurs, que la voie à suivre est la construction d'un parti révolutionnaire. Pour ceux parmi vous qui voient la nécessité d'un tel parti pour aider les luttes des travailleurs, nous vous exhortons à envisager de rejoindre l'ISL.

Lutte pour un salaire minimum de 10 £ l'heure !

Fin du travail précaire !

Combattre les attaques contre l'Allocation universelle. Pas de sanctions !

Égalité pour tous ; combattre pour mettre fin à toute oppression !

Pour la lutte ouvrière et socialiste afin de mettre fin à l'austérité !

Construction de grèves unifiées d'en bas. Pour une grève générale contre l'interdiction des grèves totales!

NON à la xénophobie et au racisme. Les immigrants sont les bienvenus ici !

Nationalisation totale - sous le contrôle des travailleurs et des utilisateurs - des transports, de l'énergie et de tous les services publics et les hauts commandements de l'économie !

Rojava : un bilan nécessaire



Récemment, des troupes des armées syrienne et russe ont pris le contrôle de la ville kurde de Kobané, la même ville qui, il y a quelques années, était un symbole de l'héroïque défense et victoire kurde contre les forces de l'Etat islamique.

À cette époque (début 2015), nous avons célébré cette victoire et souligné le rôle central qu'y avaient joué les femmes kurdes. Une victoire qui, par ailleurs, consolidait l'autonomie que le peuple kurde avait acquise, en 2012, dans la région du nord-est de la Syrie où il est largement majoritaire, et qu'ils appellent le Rojava.

Nous soutenons et nous défendons le camp militaire kurde contre l'attaque turque et nous appelons pour cela à l'unité internationale la plus large.

C'est dans ce cadre que nous proposons un bilan, dans une brochure que vous pouvez consulter sur notre site. www.lct-cwb.be

Organiser la lutte pour améliorer les conditions de travail chez bpost

La grève de novembre 2018, organisée par les directions syndicales, a bien permis d'arracher quelques minuscules avancées, mais aucun changement important n'est visible sur le terrain. La surcharge de travail et le manque de personnel continuent à peser, et la lutte à la base ne s'arrête pas. Rien que depuis septembre, des arrêts de travail spontanés ont eu lieu dans les principaux centres de tri, à Bruxelles, à Liège et à Charleroi. Grâce à la lutte, les travailleurs ont ainsi obtenu des renforts d'intérimaires pour soulager un peu leur travail : des victoires !

Bpost développe ses plantureux bénéfices : 300 millions d'euros pour le 3e trimestre de 2019. Mais cet argent ne sera pas réinvesti dans le bien-être de ses travailleurs, à moins qu'on l'impose par la lutte. Pour cela, il faut que les syndicats jouent à fond leur rôle d'organisation de défense des travailleurs et mènent une lutte unie, en front commun, et dans l'ensemble des centres de bpost dans tout le pays. Les différentes couleurs syndicales ne doivent pas nous diviser face au patron. Les arrêts de travail spontanés menés par des travailleurs n'ont d'ailleurs jamais affiché une couleur syndicale : le travail



est le même pour tous ! L'unité existe déjà à la base.

Organiser la lutte commence donc par organiser des assemblées ouvertes à tous les travailleurs, contractuels ou intérimaires, syndiqués ou non, pour discuter de la situation et prendre des décisions sur un plan de lutte mieux organisé que lors de la dernière grève. Un plan qui aurait pour objectif d'obtenir de réelles améliorations des conditions de travail, grâce à l'engagement définitif des intérimaires, une augmentation de personnel et une augmentation de salaire. Pour cela, il faudra une unité de tous avec la garantie que tous les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, soient protégés lors des actions.

D'autre part, les différents fonctions de travail de bpost ont tous le même patron. Et la lutte doit nous unir tous agents de tri, facteurs, distributeurs, chauffeurs - contre lui.

La lutte commune pour nos intérêts, c'est la seule manière d'avancer vers une société libérée de l'exploitation capitaliste.

La Ligue Communiste des Travailleurs se met à la disposition de la lutte des travailleurs de bpost, n'hésitez pas à nous contacter !
[-contact@lct-cwb.be](mailto:contact@lct-cwb.be)

Engagement définitif des intérimaires !

Front commun dans chaque centre !

Unir les luttes des différentes fonctions !

**Soutien à la lutte internationale des travailleurs : France, Chili. Colombie, Liban...
Construire l'ISL et un parti révolutionnaire pour combattre le gouvernement.**

Pour un 8 mars de lutte et de révolution !

Ligue Internationale des Travailleurs -
Quatrième Internationale
2 mars 2020

Nous, les femmes, nous nous mettons debout, nous combattons, nous organisons des barricades et nous nous mobilisons dans de nombreux coins du monde. Nous brisons les préjugés et les peurs, et c'est ainsi que, les poings serrés, nous descendons dans la rue au Chili, en Colombie, en Inde, en Turquie, à Hong Kong, en Équateur, à Porto Rico, en Palestine, en Bolivie, en France, en Irak et dans d'autres endroits de la planète.

Ce sont des luttes très diverses, mais dans toutes, nous sommes, nous aussi, protagonistes en tant que travailleuses ; et nous combattons, avec le peuple mobilisé, contre les gouvernements et le système capitaliste, contre le machisme et l'exploitation. Nos propres demandes y figurent comme urgentes, nous les exprimons dans chacune de ces luttes, et nous exigeons qu'elles soient appropriées par les masses qui descendent dans la rue.

Ce 8 mars ne sera pas un simple jour de commémoration, ce ne sera pas un jour pour célébrer que des femmes qui n'ont rien à voir avec celles qui subissent les ravages du capital, occupent des postes au gouvernement. Le 8 mars de cette année doit avoir cet esprit qui parcourt le monde, du Chili à Hong Kong, et il doit infecter ceux et celles qui ne sont pas encore en lutte. Ce 8 mars devrait être « de lutte et de révolution ! » En

tant que LIT-QI, nous serons disponibles pour cette tâche, partout où nous sommes présents.,

Depuis quelques années déjà, différents secteurs féministes appellent à une grève des femmes pour cette journée. C'est une très bonne chose qu'en tant que femmes, nous prenons cet outil de lutte de la classe ouvrière et nous lui donnons une dimension internationale, et que nous revendiquons les droits des travailleuses, des jeunes femmes et des filles.

En 1910, la *Conférence Internationale des Femmes Socialistes* a proposé de faire du 8 mars une journée de lutte mondiale de toute la classe ouvrière, pour obtenir des droits tels que le vote et l'égalité, et pour la fin de l'oppression et de l'exploitation pour toutes les travailleuses. Mais cette journée n'a réussi à être internationale qu'après que les ouvrières du textile de Saint-Petersbourg ont mis en marche la révolution ouvrière de 1917 avec leur grève, une révolution qui allait toucher le monde entier à partir de la Russie.

Aujourd'hui, plus que jamais, il y a toujours cette nécessité que le 8 mars soit de nouveau une journée de lutte, une journée qui devrait faire partie du plan de lutte de tous les exploités et opprimés ; nous ne voulons pas que seules les femmes se battent ce jour-là, nous voulons et nous avons besoin d'une grève générale **pour la vie des femmes et leurs réclamations**, qui sont un élément fondamental de la lutte de toute la classe ouvrière pour un système socialiste, sans oppression et sans exploitation. Les dénuements que nous avons subis au début du 20e siècle sont toujours là, et dans certains cas, ils empirent.

Le féminicide continue d'augmenter dans le monde entier ; le viol, le harcèlement sexuel et les

enlèvements pour traite des femmes sont monnaie courante. Nous avons dû chanter dans différentes langues « Le violeur c'est toi », pour mettre sur la scène mondiale la violence sexuelle, symbolique et économique dont nous souffrons.

Ils nous « violent » avec des pensions de faim et ils veulent nous forcer à travailler jusqu'à la mort. Les réformes du travail cherchent à nous soumettre encore plus ; les jeunes femmes perdent l'accès à l'éducation ; la vie est précaire et nos emplois sont instables. Celles d'entre nous qui sont noires, migrantes, indigènes ou diverses subissent la cruauté sous toutes ses formes et sont victimes de discrimination au travail.

Nous voulons mettre fin aux crimes de haine, nous en avons assez de la LGBTI-phobie et nous demandons des quotas de travail trans. C'est une obligation des gouvernements de sortir les femmes du fléau de la prostitution, et au lieu de « la réglementer » pour que les proxénètes augmentent leurs profits, ils devraient garantir l'emploi pour toutes. Dans cette société capitaliste, en plus d'être exploitées, beaucoup d'entre nous subissent l'oppression, le harcèlement et les violences sexistes sur le lieux de travail, du fait d'être femme. Mais loin de nous conformer, nous nous battons pour des conditions de travail décentes. Nos corps et notre sexualité ne sont pas à vendre ! Nous ne sommes pas des marchandises !

Le cri qui demande le droit de choisir le moment de la maternité devient plus urgent, et grâce à la lutte, il prend de plus en plus de force dans de nombreuses régions du monde. Les manifs de voiles et les actions de rue exigent un avortement gratuit et légal, tout comme elles exigent qu'il n'y ait plus de prisonnières pour avortement et que

l'éducation sexuelle soit obligatoire et non sexiste dans toutes les écoles. Il est urgent d'avoir un système de santé universel et gratuit. Nous ne voulons pas de contrôle parental, des morts à cause d'avortements clandestins, ou des femmes obligées de mettre leur ventre en location pour pouvoir manger. Nous voulons que toutes les Églises soient séparées des États.

Nous sommes toujours esclaves des tâches domestiques ; les plans d'ajustement et d'austérité des gouvernements, qu'ils soient de droite ou « de gauche », continuent de nous mettre sur le dos de plus en plus de tâches de soins. Nous voulons en finir avec le romantisme de ces tâches, nous exigeons des politiques et des budgets spécifiques pour que nous arrêtions de travailler 4 à 6 heures de plus que les hommes. Nous avons besoin de disposer partout d'un service de garderie public gratuit, payé par les patrons.

Nous voyons des gouvernements de droite essayer de couper dans nos droits, de traiter notre vie et celle des travailleurs comme de simples marchandises, mais nous ne pensons pas que le centre de cette journée est de lutter contre un « fascisme naissant ». Au contraire, nous pensons que les femmes et les peuples se mettent debout et réagissent aux politiques de faim et de répression de toutes sortes de gouvernements, qu'ils soient de droite ou auto-dénommés « de gauche ». La révolution chilienne, la résistance palestinienne, les luttes en France ou en Inde, voire la résistance au coup d'État en Bolivie, montrent que nous, et tout le peuple, nous pouvons et nous devons sortir dans la rue.

Partout où nous nous levons, ils nous répriment et essaient de nous faire taire. Ce 8 mars, nous sortirons pour dénoncer la répression, pour dire que nous n'accepterons plus le

recours à la violence sexuelle comme moyen de torture. Nous sortirons pour exiger la libération immédiate de tous les prisonnières et prisonnières politiques.

Notre lutte fait partie des luttes de la classe ouvrière et des peuples, nos revendications doivent être soulevées par tous ceux qui souffrent et luttent contre le dénuement imposé par le capital. C'est pourquoi nous pensons qu'une grève féministe des femmes seules ne suffit pas. Elle divise même les forces. Nous voulons que le monde se mette à l'arrêt pour nos droits, nous voulons une grève générale pour les femmes.



Nous pensons que les syndicats et les fédérations syndicales du monde devraient briser l'inertie et mettre leur force à notre service. Ce sera nous, les travailleuses, les femmes pauvres et les jeunes femmes, qui serons au premier plan le 8 mars, qui discuterons des demandes et des besoins ; mais la lutte doit être de tout le monde. Nous sommes convaincues qu'il est impératif de lutter contre le machisme dans ces organisations et dans la classe ouvrière elle-même, afin que les travailleuses puissent rejoindre la lutte commune dans de meilleures conditions. Il faut que les hommes de notre classe soutiennent nos demandes et viennent avec nous pour renforcer cette lutte, car elle fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités et opprimés contre ce système et ses gouvernements.

Bien que l'ONU et de nombreux secteurs du féminisme veulent nous

faire croire à la possibilité de mettre fin à toute notre oppression sous le capitalisme, en donnant des responsabilités à des femmes de la bourgeoisie, la réalité est que même cette date, déclarée Journée internationale de la Femme travailleuse, est apparue en premier lieu comme un mouvement de base de femmes immigrées qui travaillaient dans des usines textiles à New York et organisaient des grèves et des actions de masse pour améliorer leurs conditions de travail et obtenir le droit à la représentation syndicale.

Ce 8 mars, nous voulons que ce soit un jour de lutte et de révolution, nous voulons que notre force se fasse sentir dans le monde, et nous disons que, tout comme nous devons être à l'avant-garde des luttes contre la droite, les gouvernements et les capitalistes, nous ne nous laissons pas tromper par les positions obtenues par une minorité de femmes dans les gouvernements ou les entreprises. Bien que quelques-unes brisent le fameux « plafond de verre », la plupart d'entre nous sont toujours collées à un sol de plus en plus collant, qui nous empêche de bouger. Nous ne permettrons pas non plus qu'ils nous réduisent au silence par des pièges parlementaires ou des attaques répressives. Nous serons là, et nous exigerons la convocation partout à une grève générale et des journées de protestation pour nos droits.

La LIT-QI sera à l'avant-garde de cette lutte, et nous mettrons tout en œuvre pour sa préparation, car en plus d'être un droit humain de premier ordre, la lutte pour la libération des femmes fait partie de notre lutte quotidienne pour la construction d'un monde socialiste où, comme l'a dit Rosa Luxemburg, nous « soyons socialement égaux, humainement différents et totalement libres ».

dossier : la révolution chilienne

> Suite de la dernière page

Le Chili est le 53ème pays client de la Belgique et son 58ème fournisseur. La Belgique a exporté pour 625 millions d'euros en 2018. Il s'agit principalement de produits de haute technologie : des médicaments, des machines, des voitures. Enfin, la Fabrique Nationale d'Herstal (FN) a vendu des fusils d'assaut pour les forces spéciales de l'armée chilienne et des mitrailleuses qui équiperont d'ici peu l'infanterie¹. Entre 2016 et 2018, 12 licences d'exportations ont été autorisées pour des armes portatives et leurs munitions et une pour des véhicules blindés². Et les droits humains ? Que cela soit en Arabie Saoudite ou au Chili, la bourgeoisie belge ne s'embarrasse guère de ces considérations.

Les importations, elles, se chiffrent pour la même année à 584 millions d'euros, avec principalement des minerais, des produits chimiques de base et des métaux précieux. Ensuite vient le cuivre, non raffiné, sous formes de conduits électriques, ou sous forme de déchets. Enfin viennent tous les produits alimentaires comme

les fruits, les poissons, du vin, etc.

On voit bien la relation inégale entre un pays impérialiste, la Belgique, et un pays semi-colonisé par l'impérialisme, le Chili, fournisseur de matières premières. Cette relation asymétrique est la base même des accords entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine : une exploitation du continent par les entreprises européennes en leur vendant nos produits et en pillant leurs richesses.

Pour une campagne de solidarité avec le peuple Chilien

Après l'établissement de la dictature au Chili en 1973, le Conseil des Ministres belge suspend son aide au Chili. Bien qu'il y ait de nombreuses critiques à faire sur la forme, cette décision constitue un précédent important. La rupture des relations commerciales et diplomatiques du gouvernement doit se doubler de la mise en place d'une solidarité concrète

entre les travailleurs belges et chiliens au travers de leurs organisations. En Belgique, *Las Insumisos*³ et l'Assemblée *Solidarité Chili-Belgique* organisent toute sorte d'activités de solidarité avec le peuple chilien en lutte : un bon exemple. Au Royaume-Uni, un collectif a également été créé ce 22 mars, le *Chile Solidarity Network*⁴, réunissant différentes initiatives existantes.

Nous devons également faire cette campagne dans les organisations syndicales pour qu'elles prennent clairement position contre la répression au Chili, en exigeant l'arrêt de toute forme de soutien au gouvernement chilien et une condamnation claire, par le gouvernement belge, de la répression ; ainsi que la libération des prisonniers politiques.

³ <https://www.facebook.com/LasInsumisosBxl/i>

⁴ <https://www.facebook.com/groups/184641148574277/>

**Pas d'argent ni d'armes pour les assassins !
Rupture des relations diplomatiques et commerciales
de la Belgique avec le gouvernement chilien !**

Les défis de La Première Ligne

« Regardez tous ces gens qui manifestent, avec des chansons, des orchestres, des cris et des discours. Là, en revanche, en première ligne, il y a ceux qui permettent au peuple chilien de manifester. »

C'est ce que dit un père, avec son fils sur son épaule, dans une vidéo virale d'Instagram, où il montre des centaines d'hommes et de femmes cagoulés défendant les points névralgiques pour le développement de la manifestation sur la Plaza de Dignidad, Vicuña Mackenna, et le carrefour Alameda - Ramón Corvalán. Dans une interview, un participant de la Première Ligne dit : « La première Ligne est quelque chose de très beau, car je ne connais aucun de mes camarades, c'est de la fraternité pure et l'individuel passe à l'arrière-plan. »

La Première Ligne est l'une des conquêtes les plus importantes de cette révolution : avec des outils précaires et artisanaux, ils ont le courage d'affronter l'une des polices les mieux équipées techniquement et les mieux organisées d'Amérique latine. Au Chili, l'État a dépensé



plus de 4900 millions de pesos [5,5 millions d'euros] pour acheter des grenades de gaz lacrymogène, des fusils de chasse, des canons à gaz, des canons à eau et des cartouches de grenaille de plomb calibre 12 qui ont été responsables de plus de 400 blessures aux yeux au Chili, sans parler de l'investissement dans des véhicules et du matériel pour réprimer le peuple mapuche en Araucanie. (Données collectées moyennant la Loi de la transparence)

Le gouvernement et la police ont emprisonné une grande partie de nos camarades de lutte, ce qui affaiblit nos forces. Plus de 25 mille ont été arrêtés lors des affrontements, dont plus de 2400 en détention provisoire, sans preuves et avec des peines aggravées. Il est de notre devoir de lutter pour leur libération immédiate.

La Première Ligne, les barricades et les barrages routiers font



partie des tactiques de défense que toutes les grèves et révolutions ont héritées et développées pour faire face à la puissance militaire de la police et des gouvernements. Dans certains cas, ces brigades d'autodéfense sont nées pour pouvoir sécuriser la grève dans une usine, dans d'autres pour protéger de la police les quartiers, et au Chili, on les a principalement vues dans les manifs sur les places principales des différentes villes.

Pierres contre balles

Nos méthodes de défense ont une limite qui nous est imposée par les forces de police et l'armée, avec leur formation professionnelle à la répression et à la guerre, avec des chars et l'un des équipements militaires les plus avancés d'Amérique latine. Cela sans tenir compte du soutien possible en assistance en matière de répression de la part de l'Allemagne et de l'Espagne, ou d'un éventuel soutien direct ou indirect des États-Unis aux hommes d'affaires chiliens.

Les armées et la police sont des institutions qui ont historiquement été au service des classes dirigeantes et des élites ; elles sont le dernier recours dont celles-ci disposent pour défendre leurs privilèges, et qu'elles n'hésiteront pas à utiliser lorsqu'elles se sentent acculées. Nous devons être préparés pour ça. Un des défis de cette révolution est donc d'affaiblir cette répression contre le peuple chilien, d'incorporer dans nos rangs des secteurs de la base de l'armée et de la base des Forces Spéciales. Beaucoup d'entre eux viennent de familles pauvres qui se battent au jour le jour pour de meilleures pensions et contre la répression.

Que les bases des forces répressives rompent avec leur haut commandement et le gouvernement, pour défendre le peuple !

Dans des révolutions du passé, qui étaient à un degré de développement supérieur à celle du Chili, l'une des politiques centrales des milices populaires et des organes d'autodéfense était non seulement de faire pression pour la lutte populaire dans les rues, mais également de faire de l'agitation dans les rangs ennemis, en appelant de manière permanente aux soldats et gendarmes appartenant aux secteurs exploités et pauvres, mais que l'État avait dépouillé de toute conscience d'eux-mêmes par la torture psychologique dans les régiments.

Pour le triomphe de cette révolution chilienne, il est nécessaire de briser la police et l'armée : que leurs sous-officiers se joignent à la lutte du peuple sous diverses formes d'organisation, que ce soient des assemblées territoriales ou d'autres instances. Mais il est en outre nécessaire d'incorporer à cette révolution le mouvement ouvrier (mineurs, ouvriers du bâtiment, forestiers, etc.) organisé avec ses propres méthodes de combat et de défense.

En tant que *Mouvement International des Travailleurs*, nous croyons en la capacité de prise de décision des travailleurs et travailleuses, des résidents des quartiers pauvres, des jeunes, concernant la façon d'utiliser la défense contre les attaques des patrons, contre les responsables de crimes contre les droits humains, et pour assurer les acquis du peuple travailleur.

Le visage des femmes dans la révolution : 2^e Réunion plurinationale de celles qui luttent

Mouvement International des Travailleurs (MIT)
Section chilienne de la LIT-QI
17 janvier 2020

La 2^e Réunion plurinationale de celles qui luttent, en janvier, était baignée d'une atmosphère de lutte et de mobilisation. Elle a réuni plus de 3000 femmes, des secteurs de dissidence sexuelle et des groupes de femmes migrantes, qui venaient de



tout le Chili et d'autres pays tels que l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, entre autres. Nous, les femmes, nous avons été une partie essentielle de la révolution en cours ; un exemple en est la vague de manifestations animées par le collectif *Las Tesis*, qui a parcouru le monde entier.

Cette réunion, contrairement à la précédente, s'est tenue au début d'une révolution. En tant que femmes et dissidentes, nous avons analysé les perspectives du processus et nous avons partagé une critique profonde des dirigeants politiques et syndicaux qui ont démobilisé les travailleurs et les travailleuses. Un précédent a été créé quand la *Coordination 8M* a quitté le *Conseil de l'Unité Sociale*, après que la direction de cette dernière ait retiré le mot d'ordre *Piñera, dégage* de son programme et s'abstenait de faire quoi que ce soit pour mobiliser.

Il y avait une diversité de discussions et de commissions : le processus de la Constituante ; les luttes contre les emprisonnements ; la violence machiste ; l'internationalisme ; travail et sécurité sociale ; dissidence sexuelle ; droits sexuels et reproductifs ; eau et territoire ; protection des enfants ; antiracisme ; etc. Dans toutes les discussions, l'écho des revendications a abouti à la même chose : *Piñera, dégage*, car c'est lui le principal responsable politique des violations des droits humains et le représentant fidèle du monde des affaires ; jugement et châtiement de tous les responsables de violations des droits humains ; liberté pour tous les prisonniers accusés de combattre. Plusieurs commissions ont rejeté l'Accord pour la Paix, et il y avait méfiance envers ce processus constitutionnel, dirigé par le gouvernement : on exigeait une Assemblée constituante libre et souveraine, sans prisonniers politiques, sans Piñera et avec une approche féministe. La Réunion a également demandé, en particulier, le jugement et le châtiement des militaires responsables de viol de femmes en Haïti, lors de l'occupation du pays avec la Minustah. Et la

solidarité n'a pas manqué, notamment avec Gipsy Rivas, la mère de Diego Espinoza, l'un des prisonniers de la rébellion sociale, et de María Rivera, avocate du Département de Défense Populaire et militante du MIT, qui a reçu des intimidations et des menaces de mort.

Grève générale à partir du 8 Mars, un appel internationaliste

Un appel à la grève générale illimitée a été lancé, en commençant par la mobilisation le dimanche 8 mars et suivie, le lundi 9, d'un appel à arrêter la production dans tous les lieux de travail, en particulier dans les secteurs stratégiques tels que les mineurs, les ports, les travailleurs forestiers, pour aller à grève en alliance avec les territoires et les assemblées populaires. Le but est de donner un nouvel élan à la révolution en cours : que la grève ait pour objectif de renverser Piñera et de trouver une réponse à toutes nos demandes. L'appel sera également étendu à d'autres pays : que toutes les femmes du monde, et tous les travailleurs, fassent de ce 8 Mars et des jours qui suivent un mois de lutte et d'extension de la Révolution chilienne.

Le Chili doit être la tombe du machisme et du capitalisme.

Nous devons mettre fin au machisme et aux privilèges des hommes. Nous avons besoin d'un budget pour lutter contre la violence à l'égard des femmes : plus jamais de féminicides en toute impunité ; une éducation sexuelle, et non sexiste, garantie par l'État ; le droit des femmes de décider d'avorter ou non ; un salaire égal pour le même travail ; etc. Nous savons que la seule façon d'y parvenir est d'évincer du pouvoir ceux qui ont reproduit le machisme à travers leurs institutions, leurs lois et leur « justice », en l'utilisant également

pour diviser la classe ouvrière. C'est pourquoi, si nous voulons mener en profondeur la lutte contre le machisme, nous devons nous battre pour nous débarrasser de ceux d'en haut, à commencer par Piñera ; pour mettre fin à l'exploitation et au système capitaliste. Car aucun des droits démocratiques ne sera conquis par nous et les opprimées de manière complète dans le cadre de ce système : le cas [du refus de prendre en compte la Loi] des trois raisons [d'avortement] démontre que ces droits seront tout au plus partiels et transitoires.

Dans cette révolution, nous serons toujours en première ligne, nous ne rentrerons pas chez nous pour revenir sous le joug du travail domestique, car cette révolution doit prendre les drapeaux de l'émancipation des femmes et des secteurs opprimés. Notre plus grand défi est la transformation révolutionnaire de la société, dans le cadre d'un programme qui progresse avec les femmes, les dissidentes et tous les opprimés de la classe ouvrière, vers la construction d'une société socialiste - qui n'est pas celle de Maduro, de la Chine, ou de Cuba - nationale et internationale. Le

Chili sera la tombe du machisme et du capitalisme.



María Rivera, dirigeante du Mouvement International des Travailleurs (MIT), la section Chilienne de la LIT-QI et avocate des droits humains, a reçu à plusieurs reprises des menaces de mort. Elle s'est consacrée à la défense de militants dans les différentes luttes sociales qui ont eu lieu au Chili au cours des deux dernières décennies : la lutte des étudiants en 2006 et en 2011 (la Révolution des pingouins) ; le mouvement Occupy ; la lutte des endettés résidentiels ; celle des grévistes du mouvement ouvrier et syndical. En outre, elle a été plaignante contre la police et les Troupes d'élite qui ont appliqué la torture. Dans la révolution en cours, elle défend plusieurs prisonniers accusés d'y avoir participé en première ligne, ainsi que des jeunes accusés de divers crimes, mais qui sont en fait emprisonnés à cause de leur lutte pour une société plus juste et plus égalitaire. María est également plaignante contre le président Sebastián Piñera, pour crimes contre l'humanité.

Stop aux persécutions contre María Rivera et tous les activistes politiques !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

Révolution chilienne

Belgique-Chili : business as usual



En décembre 2011, Philippe, le prince, futur Roi des Belges, et Piñera, alors Président du Chili, se sont rencontrés lors d'une « mission économique », accompagnés de 130 chefs d'entreprises belges.

Les relations entre le gouvernement belge et le Chili sont excellentes. Rien n'a été dit sur la répression. Le business continue, peu importe que le gouvernement réprime violemment son propre peuple. Circulez, il n'y a rien à voir. En effet, cela gâcherait un peu les importants bénéfiques faits par la bourgeoisie belge.

DOSSIER CHILI : suite sur la page 12

p13 Les défis de La Première Ligne

p14 Le visage des femmes dans la révolution

p15 Maria Rivera